



13ème édition - Master Class — Marseille

Janelle CONNIL - Louna PINCHINOT - Jérôme DUVEAU - Antoine PECOT -
Sebastián KERN FLORÍN - Maëlle LEROUX

Master EEI et Licence Histoire - Université de Nantes

—Trans/frontières et dialogue des disciplines

“Coopérations et Démocraties”

Fabriques des politiques publiques des coopérations territoriales

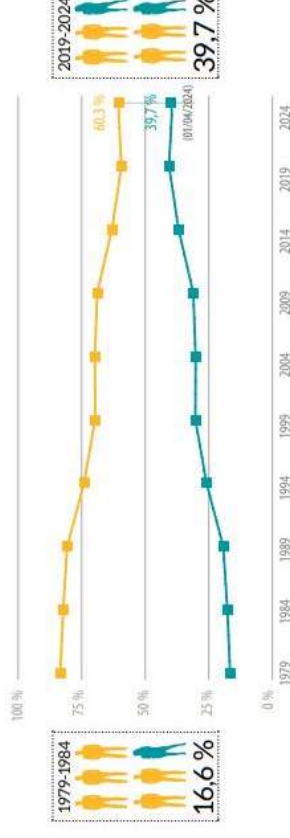
La représentation des minorités dans les institutions

Qu'est ce qu'une *minorité* entendu au sens sociologique du terme ?

- « le concept sociologique de minorité doit donc être nettement **démarqué de tout contenu quantitatif** [...]. Il ne réfère pas à des ensembles collectifs moins nombreux, mais à des **ensembles collectifs dominés**. De même que le concept de majorité, dans cette sélective ne signifie pas le plus nombreux, mais le **dominant** » *Pierre-Jean Simon*
- Dans un contexte de coopération, l'aspect antagoniste entre majorité et minorité se doit d'être atténué par une représentation juste des groupes sociaux au sein des institutions démocratiques régissant la vie en communauté.

La représentation des minorités au sein du parlement européen

- Le manque de représentation des minorités au sein du parlement européen soulève des questions quant à leur capacité à revendiquer leurs intérêts propres.
- Cet état de faits est de longue date comme le démontre Alexis de Tocqueville dans son ouvrage *De la démocratie en Amérique* en 1840.
- La tyrannie de la majorité est encore un risque que les démocraties occidentales doivent prendre en compte lorsqu'elle coopèrent entre elles.



- + de 8/10 des eurodéputés sont diplômés du supérieur
- 26,5 % sont doctorants
- Les minorités ethniques au sein de l'UE représentent 10% de la population
- Les minorités ethniques ne représentent que 4% des eurodéputés

La voie institutionnelle comme seule solution pacifique à l'antagonisme d'intérêt

- La pacification de la société s'est faite via la création du droit et d'institutions politiques de débats, coopération et compromis produisant ce droit
- L'accès à ces institutions doit être facilité afin d'assurer à chaque individu une égalité d'influence sur la politique commune
- Sans cette garantie, la défiance envers les institutions se verra grandir. Les moyens alternatifs d'action politiques se développeront :
 - Lutte armée
 - Sabotage
 - Non-respect de la loi

Les Démocraties au XXI^e siècle : Entre défis structurels et conjoncturels

Du choix de la majorité à la tyrannie de la minorité

- Dans la définition d'A. Lincoln, la Démocratie est “le pouvoir du peuple par le peuple et pour le peuple”.
mais cela prend l'entièreté du peuple en compte (dont les minorités).
En Grèce Antique (qui a donné “demos” et “kratos”), c'était la minorité qui gouvernait la majorité (opposition citoyens/esclaves) ⇒ **DONC** la Démocratie ne parle pas vraiment de la majorité de la population
- Le principe de Démocratie repose sur une balance et une certaine souplesse qui permet à des individus un jour en minorité d'avoir un poids lorsqu'ils atteignent une majorité, quitte à s'associer avec d'autres groupes
- Hegel parle du maître qui dépend de l'esclave pour être maître. Le même ne s'applique-t-il pas avec la Démocratie, ou la majorité dépend de la minorité pour pouvoir avoir du pouvoir?

Les Démocraties au XXI^e siècle : Entre défis structurels et conjoncturels

Une détérioration de l'attractivité démocratique?

- Peut-on considérer la démocratie du XXI^e siècle comme une forme d'oligarchie?
OUI ⇒ Beaucoup de remise en question du pouvoir
NON ⇒ Dans certains pays comme la Suisse, ce sont des démocraties directes (mais en minorité)
NB ⇒ Aujourd'hui, une grande partie des pays "démocratiques" se tournent vers des approches plus autocratiques (Russie, Chine, Coups d'Etats en Afrique)
- Une attractivité en lien avec des événements précis : montée de l'idée d'un homme fort au pouvoir ⇒ renvoie au fascisme et à la montée des extrêmes droites dans le monde et principalement en Europe (berceau de la Démocratie?)

Les Démocraties au XXI^e siècle : Entre défis structurels et conjoncturels

Des problématiques intrinsèques au concept de Démocratie

- Question de la démocratie représentative ou directe? Question intrinsèque à la démocratie en elle même.
- Question de l'obligation de vote : Soulève un des problèmes mis en avant par A. De Tocqueville ⇒ La France souffrira (et souffre aujourd'hui) du problème d'abstention
Exemples parallèles : Belgique (obligation de vote), USA

Quelle place pour la confiance aujourd'hui ?

- ❖ Pour créer une harmonie entre population et gouvernement il faut une relation de **confiance**.
 - Selon le droit constitutionnel de Hobbes, pour qu'une république fonctionne, il faut que tous les citoyens croient en la légitimité du droit, et donc que ce dernier soit supérieur et encadre l'Etat.
- ❖ Dans différentes sociétés et sous différents régimes politiques, il y a un **droit informel à remettre en cause le pouvoir** :
 - Empire chinois
 - Le roi de France a comme devoir de faire le bonheur de sa population (sécurité, alimentation,...)
 - Article 2 DDHC du 26 août 1789 : "Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la **résistance à l'oppression**".
- ❖ Lorsque cette harmonie est brisée, des moyens de **protestations** divers apparaissent :
 - Critiques, manifestations, abstention (cité par Sebastian)
 - Ceux que Jérôme a cité : lutte armée, sabotage, non-respect de la loi

Quelle place pour la confiance aujourd'hui ?

- ❖ En France, différentes études montrent que la **population est méfiante** face aux institutions politiques. Selon des études de Sciences Po en 2024, ce sentiment concerne 38% des Français.
 - Peut-on parler de démocratie lorsque les populations ne se reconnaissent pas dans les institutions ?
 - Un pays peut-il coopérer efficacement avec les autres lorsqu'il n'a pas la confiance de ses citoyens ?

- ❖ Un exemple à plus grande échelle : l'**Union Européenne**.
 - Du Portugal à la Finlande, la distance est aussi grande que la diversité. On voit bien les limites et les débats de l'UE avec au centre cette question de la confiance.
 - Peut-on parler de confiance quand on perçoit méconnaissance des populations sur cette Union ?
 - L'Allemagne peut-elle avoir confiance en la Hongrie qui se distance de plus en plus des valeurs européennes...?

Quelle place pour la confiance aujourd'hui ?

- ❖ Traversons-nous une **crise de l'individualisme** ?
 - Un renfermement de chacun sur ses propres convictions
 - Montée des nationalismes
- ❖ **Quelles solutions** pour reviver cette confiance ?
 - La notion d'un bien commun ? (développé par Janelle?)

De l'action individuelle à la mobilisation collective

Des crises socio-économiques et environnementales au cœur des débats de société

- ❖ Les actions individuelles ont des limites fortes dans le contexte de globalisation
 - Qu'est ce que "faire sa part" dans notre société interconnectée ? *Légende du colibri : un seul colibri ne suffira pas, il faut une mobilisation collective.*
 - La responsabilité ne doit pas reposer sur l'action individuelle et l'attention doit se porter sur les responsables systémiques.
- ❖ Désobéir en démocratie : une utilité démocratique ?
 - Boycotts
 - Blocages
 - Actions de désobéissance civile

De l'action individuelle à la mobilisation collective

- ❖ L'action individuelle n'est pas une fin en soi. C'est un début. La solution ne peut pas venir uniquement des alternatives citoyennes, même si se sont souvent grâce à elles que le débat voit le jour.
- ❖ Repenser les institutions démocratiques pour que la *démocratie* prenne tout son sens
 - Donner un levier d'action fonctionnel aux citoyens pour qu'il fasse entendre leur voix (démocratie directe)
 - Un modèle capitaliste qui concentre les richesses et les pouvoirs

Il est temps de passer des petits gestes aux grandes actions, ensemble.

De l'action individuelle à la mobilisation collective

La légende du colibri (Pierre Rahbi)

Un jour, dit la légende, il y eut un immense incendie de forêt. Tous les animaux terrifiés, atterrés, observaient impuissants le désastre. Seul le petit colibri s'activait, allant chercher quelques gouttes avec son bec pour les jeter sur le feu. Après un moment, le tatou, agacé par cette agitation dérisoire, lui dit : « *Colibri ! Tu n'es pas fou ? Ce n'est pas avec ces gouttes d'eau que tu vas éteindre le feu !* »

Et le colibri lui répondit : « *Je le sais, mais je fais ma part.* » »

Comment créer du consensus à l'échelle européenne ?

- ❖ Aujourd'hui, l'Europe est très divisée et les indicateurs économiques montrent une marginalisation du continent. L'Europe redeviendrait-elle le "Finistère du monde" (François-Xavier Fauvelle) ?
 - L'Europe n'est plus la garante de la mondialisation et ne contient plus que des puissances de plus en plus secondaires comparées à la Chine et aux Etats-Unis.
- ❖ L'imaginaire de l'Etat-nation (Anderson) connaît un rebond alors qu'il avait été mise de côté après les deux guerres mondiales. L'augmentation générale des partis populistes et d'extrême-droite en Europe le prouve et cela s'explique en partie par la mondialisation.
 - La région Asie-Pacifique redevient la grande plate-forme commerciale et d'échanges au détriment de l'Europe.
 - La mondialisation ainsi que le réchauffement climatique favorisent les migrations vers l'Europe. De là se forment des minorités ethniques nouvelles et l'Etat-nation se trouve étriqué entre un idéal démocratique nouveau de diversité et sa construction historique.
- ❖ L'abandon de l'Etat-nation, au moins sur le papier, ne semble pas pour autant à l'ordre du jour comme en témoigne les restrictions de plus en plus fortes sur l'immigration :
 - Sur fond d'augmentation de l'influence de l'AfD, l'Allemagne a restreint récemment sa politique migratoire

Comment créer du consensus à l'échelle européenne ?

- ❖ L'élite politique dans ce "temps de rupture" (Christian Ingrao) représente elle-même le plus souvent une minorité socio-économique.
 - Le cas le plus emblématique reste le France avec son État centralisé et sa fabrique à fonctionnaires, l'ENA. En 2019, les énarques représentaient 1/3 des membres de l'équipe d'Emmanuel Macron à l'Élysée.
- ❖ Toutefois, l'élite est une minorité agissante : la démocratie n'ajoute qu'un peu d'horizontalité au système vertical qu'est l'exercice du pouvoir :
 - L'Union européenne, comme l'État, est née dans l'esprit d'une élite intellectuelle très restreinte. Personne ne remet en cause l'existence de l'État aujourd'hui alors qu'il n'a guère été fondé par des principes démocratiques et majoritaires. cf. France, Allemagne, Hongrie
 - L'Union européenne, face à la marginalisation de l'Europe, apparaît comme la seule alternative crédible. Aucun pays européen, avec ses quelques dizaines de millions d'habitants, ne peut sérieusement prétendre être souverain face aux puissances américaine et chinoise.
- ❖ L'Union européenne est une structure politique sans majorité ce qui signifie qu'il faut bâtir une politique de consensus à une échelle inédite :
 - L'Union européenne ne devrait pas essayer de gommer les États pour former l'utopie des États-Unis d'Europe. Après l'échec du référendum de 2004 et la fronde des juges polonais et hongrois, rester dans cette voie est une erreur dramatique.

Créer du consensus : assumer la *starché*

- ❖ Jürgen Habermas qualifie l'Union européenne de “nouvelle constellation politique”. Cette Europe ne serait pas un État proprement dit mais une *starché* (Antoine Pécot)
 - Du latin *status* qui signifie la constance ; du grec *arché* qui signifie pouvoir et commencement d'une nouvelle période.
 - Ce concept signifierait la mise en relation de différents États par une entité supranationale visant à former un arc politique cohérent.
 - La *starché* permet d'éviter de qualifier l'Union d'État tout en mettant un nom sur cette structure politique.
- ❖ La *starché* vise justement à créer un consensus à large échelle en précisant la vision et l'imaginaire collectif. Il n'est pas question de gommer l'État-nation -c'est aux citoyens de chaque pays d'en décider- mais de créer du lien à l'échelle continentale :
 - La *starché* possède une série de règles afin que la communauté d'États réunis soient unie autour du même socle de valeurs. La minorité qui ne les respecte pas devra être exclue : la communauté suit en cela l'article 2 du Traité sur l'Union européenne.
 - Les États européens auront tout intérêt à collaborer afin d'éviter la marginalisation à l'échelle globale. cf. la Grande-Bretagne lors de son adhésion

Comment créer du consensus à l'échelle européenne ?

- ❖ La *starché* doit être pensée comme une machine à créer du consensus sur tous les plans.
 - Cela passe par un endettement à l'échelle européenne et des investissements qui en découlent pilotés par l'Union européenne. afin d'éviter des coûts de fonctionnement et pour donner une influence palpable sur les citoyens européens.
 - Parler de souveraineté numérique qui est à ce jour inexistante en Europe. La *starché* s'engagerait dans un terrain vierge au travers de la fondation d'un Airbus du numérique, notamment dans les domaines de l'IA et de la robotique.
 - Mettre sur pied un bureau de lutte contre la désinformation, de la promotions du socle commun et des idées consensuelles afin d'aider les Etats face aux ingérences étrangères, notamment chinoises. cf. élections Roumaines de 2024.
 - Développer des associations à buts européens, notamment étudiantes, ainsi que des parcours d'études spécialisées sur l'Europe afin de créer une communauté.

Comment créer du consensus à l'échelle européenne ?

- Créer un réseau d'universités européennes subventionnées sur l'Europe un peu sur le modèle de Sciences Politiques mais à l'échelle de l'Union. Cela permettra de former une élite ainsi que des fonctionnaires.
- Les membres de la Commission doivent écumer l'Europe et chaque trajet doit être suivi médiatiquement.
- Création de *think tank* transnationaux mais basés à Bruxelles afin de former un réseau académique dense capables de dialoguer avec les structures étatiques.
- Sur les grandes questions stratégiques, l'Europe devrait faire le lien avec les Etats, quitte à en mettre de côté. On peut penser à la réaction allemande concernant le probable effondrement ukrainien.
- ❖ Néanmoins, l'Europe doit apporter des résultats économiques et géopolitiques clairs afin d'intégrer la population dans une vision politique du futur. L'objectif n'est pas de créer un nationalisme, apanage des Etats, mais plutôt un consensus.

Bien commun, vivre ensemble et démocratie

Aujourd'hui, nous utilisons la démocratie pour gouverner des sociétés individualistes dans un système mondialisé. Alors comment et pourquoi voter, comment et pourquoi participer à l'évolution d'un Etat, d'une nation, alors même que les citoyens votent selon leurs propres intérêts ?

Les sociétés occidentales mutent, leurs normes changent. L'**identité individuelle** devient un élément de plus en plus complexe et ouvert, permettant à chacun de **s'autodéterminer** à travers une pluralité de prismes. Si l'heure est à la valorisation des individualités, il reste cependant important de **rassembler** les citoyens autour de notions, d'intérêts communs.

Le **bien commun** représente l'espace et les ressources, matérielles ou immatérielles, partagées entre les membres d'une communauté et qu'il convient de chérir, d'entretenir, de gérer en collectif. Par la préservation du bien commun surgit de soi le **vivre ensemble**, la rencontre, le partage, la découverte de l'autre. Il ne s'agit plus de se définir individuellement mais de s'engager pour un résultat plus grand que soi, mettre son individualité au service du collectif.

Exemples de biens communs : la nature, l'espace public, la culture, l'art, les valeurs, l'héritage / la tradition, l'innovation, tous les éléments communs à une communauté et vecteurs de liens entre les individus.

Bien commun, vivre ensemble et démocratie

Nos sociétés ne sont ni uniformes ni homogènes, les citoyens d'une même nation n'ont pas nécessairement les mêmes besoins. La démocratie ne peut à elle-seule, et sous ce format, répondre à toutes les attentes individuelles. Le **peuple** doit penser, agir, voter, en tant que peuple, uni dans la **diversité** en faveur du bien commun et au nom du vivre ensemble, c'est à dire en considérant les **liens** qui les rassemblent plutôt que les **singularités** qui les divisent. Accepter de mettre de côté une part de ses revendications et intérêts propres, pour contribuer à une dynamique commune. Ces changements de comportement peuvent s'opérer notamment grâce à l'éducation, à l'urbanisme, à l'écologie, à l'implication citoyenne à toutes échelles, ou encore à la rencontre.

→ Norvège : le **Dugnad**, tradition de volontariat coopératif, rassemblement dans lequel les membres d'une ou plusieurs communautés se rassemblent pour effectuer une tâche autour d'un bien commun

En votant et en oeuvrant de manière individualiste au sein d'une société, l'individu se dessert automatiquement lui-même. Pour que la démocratie soit effective et réelle, il faut que le peuple considère, écoute et réponde aux besoins du peuple, vote et agisse en conséquence. Une infinité d'unités ne formera jamais un ensemble tant qu'elles n'auront pas créé de liens entre elles.

Sans bien commun, la démocratie a-t-elle ne serait-ce qu'un sens ? a-t-elle une réelle utilité, fonction ?